

Gerhard Waldherr, *Kaiserliche Baupolitik in Nordafrika*. Studien zu den Bauinschriften der diokletianischen Zeit und ihrer räumlichen Verteilung in den römischen Provinzen Nordafrikas. Europäische Hochschulschriften, Band 398. Verlag Peter Lang, Frankfurt am Main 1989. 437 Seiten, eine Beilage.

L'ouvrage, qui se présente comme un résumé mis à jour d'une dissertation soutenue à Ratisbonne en 1987, se définit par son sous-titre: "études sur les inscriptions monumentales de Dioclétien et leur distribution territoriale dans les provinces d'Afrique du Nord". Il entend approfondir, en quelque sorte, pour une période comprise dans la fourchette des années 286–306, l'étude de Claude Lepelley sur les cités de l'Afrique romaine au Bas-Empire, dans un contexte des relations entre sédentaires et semi-nomades auxquelles il attache une très grande importance, en se référant aux travaux de J. J. Clarke, B. D. Shaw et P. Trousset. Limité volontairement à l'exploitation des inscriptions publiées, voire d'une partie de ces inscriptions, il se

condamne à rester tributaire du hasard des découvertes et du silence épigraphique de sites non négligeables, de nature à fausser au départ bien des raisonnements; qu'il me suffise de citer le cas du municpe de Bararus, à seulement quatorze kilomètres de Thydrus, où la présence d'un forum, de thermes, de deux arcs, d'un théâtre, d'un amphithéâtre, se conjugue avec une absence quasi totale d'inscriptions, toutes disparues dans les fours à chaux médiévaux.

L'avant-propos (p. 29–68) tend à préciser la notion de *liberalitas principis*, héritée de l'évergétisme des nobles républicains, mécénat spontané ou obligatoire qui tenait à s'immortaliser sur les tables épigraphiques. Dès le début du principat, la tutelle impériale sur les constructions, la "Baufürsorge", devient une composante essentielle du canon des vertus du 'bon prince'.

On a déjà beaucoup écrit, et peut-être trop, sur ce thème, sur l'esthétique monumentale considérée comme moyen d'action politique, ou sur l'urbanisme, symbole de la prétention de l'empereur au pouvoir universel. Mais l'auteur a choisi ici comme terrain d'étude le règne de Dioclétien, dont la *cupiditas aedificandi* est attestée, en dehors du témoignage de Lactance, de Malalas et des Panégyriques, par de multiples inscriptions, et notamment les *tituli* de fondation ou de dédicace qui doivent être considérés comme les éléments d'un processus de communication, voire de propagande. Une exploitation affinée de cette documentation devrait, selon lui, permettre d'identifier les localités où l'activité constructive a été renforcée et d'y déceler des facteurs communs, historiques, politiques ou géographiques. Il pense ainsi être en mesure d'intégrer les constructions d'édifices publics, leur répartition territoriale et leur association avec les facteurs de géographie physique et humaine, comme une composante du processus de romanisation.

La richesse épigraphique des provinces africaines les privilégie pour une enquête de ce type; Waldherr se contente, pour l'époque de Dioclétien, du répertoire de Lepelley, milliaires exclus, en ne conservant que les allusions bien datées à des projets de construction généralement précis, dans les provinces de Tripolitaine, Numidie, Proconsulaire et Byzacène, Maurétanies Sitifiennne et Césarienne. Il se dit au demeurant bien conscient que la collection épigraphique telle qu'il l'a saisie ne recouvre pas la totalité des activités de la bâtisse.

L'entrée en matières s'achève par un bref survol de l'évolution politique de ces provinces au IIIe siècle. Il est admis que l'attribution du statut de municpe ou de colonie aux communautés réussit à compenser les différences juridiques entre indigènes et Romains mais l'auteur doute, à l'encontre de Lassère, que cette assimilation ait pu conduire à une fusion totale des différents éléments de la population: si, dans la classe supérieure urbaine, des 'romano-africains' sont apparus, ailleurs la personnalité ethnique s'est conservée, peut-être pendant toute la domination romaine.

La poussée vers le Sud, menée depuis Auguste avec persévérance, trouve son point final sous Septime-Sévère qui atteint la frange nord du désert avec les postes alignés de Bu-Njem à Bezereos, sur les points de passage entre la côte et le Grand Erg à l'est, le Chott-el-Djerid à l'ouest. Conçus comme des bases de départ, ils seront conservés comme postes de contrôle des déplacements de tribus. En Numidie, on essaie d'intégrer les Aurès et les Nementchas et en Maurétanie, plus de vingt établissements militaires visent à incorporer au pays romain le Hodna, l'Ouarsenis, les Bibans et les monts de Tlemcen, non sans heurts entre une agriculture sédentaire en expansion et les tribus de pasteurs nomades ou semi-nomades. Comme Euzennat l'a souligné à plusieurs reprises depuis vingt ans, Rome atteint ainsi en Afrique la limite de l'oekoumène avec l'aide d'une présence militaire, certes numériquement faible, mais permanente. L'auteur ne se prononce pas sur la question de savoir dans quelle mesure une totale sédentarisation des tribus transhumantes dans les territoires du Sud fut souhaitée et obtenue par les Romains mais il fait allusion aux troubles suscités, dans la seconde moitié du IIe siècle et la première moitié du IIIe, par des tribus mal romanisées dans la plaine de Sétif, la région d'Auzia et en Tingitane où se manifestent successivement des éléments de Bavares et de Baquates. Au début de la seconde moitié du IIIe siècle, de nouvelles agitations sont entretenues autour de Rapidum et jusqu'à la Numidie occidentale, par des Bavares-Quinquagentanei et des Fraxinenses. Tout en estimant que les relations querelleuses entre Romains et Barbares ne sont pas incompatibles avec une longue coexistence pacifique, Waldherr pense qu'il ne faut pas seulement voir dans les rébellions de simples rezzous de pillards. Il admet, avec Euzennat, que des mouvements de peuples en quête de nouveaux terrains de parcours ont pu bouleverser l'équilibre tribal, tout en attribuant l'essentiel des troubles aux conséquences de la sédentarisation, insupportable pour une partie de la population berbère, dans le sens où elle entraînait une désorganisation du système de société traditionnel. La crise du IIIe siècle

n'épargne pas l'Afrique où l'impuissance du pouvoir central encourage les soulèvements tandis que l'économie, centrée sur la production de l'huile, subit des oscillations qui se répercutent directement sur les capacités financières de la classe dirigeante et sur le mécénat privé. Une forte baisse de la construction dans le cours du III<sup>e</sup> siècle fera d'autant plus ressortir le développement du bâtiment sous le règne de Dioclétien.

Cette politique fait l'objet d'un examen détaillé (p. 69–316) où l'auteur introduit une soixantaine d'inscriptions (29 en Algérie, 30 en Tunisie et une en Tripolitaine), dans un ordre assez arbitraire qui balaie la Tunisie et l'Algérie du nord au sud et de l'est à l'ouest en terminant par la Tripolitaine. Toutes les constructions se situent dans une période restreinte aux deux décennies comprises entre 286 et 306. Si nous retenons comme critère de classement la fonction de l'édifice intéressé par le *titulus*, nous commençons par isoler la reconstruction à l'identique du rempart de Rapidum, détruit dans les années 280. Viennent ensuite des ouvrages de génie civil: la restauration de l'aqueduc de Macomades en Numidie centrale; à Lambèse, une remise en état améliorée de la conduite alimentée par l'Aïn Boubenane et la réfection complète de celle des Aquae Titulenses; la réparation de l'aqueduc de Djemila, une sérieuse recharge de la Via Septimiana à Lambèse, à Auzia la restauration d'un pont détruit par les Bavares et à Timgad, l'édification d'un grand pont *cum directis anaglyphis*.

Les édifices publics sont représentés, à Middidi par l'adjonction au forum d'un portique et d'un arc et par la construction d'une curie accompagnée de sa colonnade, à Thala par l'introduction d'un portique et d'une *platea* avec son emmarchement, à Timgad par l'aménagement d'une autre *platea*. Dans Lepcis Magna sont restaurés une basilique Ulpienne et son forum. Des thermes sont achevés à Naraggara, une *cella unctuaria* est reconstruite à Thagura. Le théâtre d'Haïdra voit son portique remonté, une balustrade est aménagée autour de son *orchestra*; le *proscenium* est refait à Tebessa et, à Sétif, la construction de la *cavea* vient parachever la rénovation de l'amphithéâtre. Des arcs honorifiques sont dressés, un à Macomades, deux dans Ad Maiores, ou rétablis, à Béja et à Sbeitla où l'auteur (p. 184) suggère, mais sans le démontrer, que l'arc "de la tétrarchie" pourrait être une construction sévérienne simplement transformée sous Dioclétien.

Des bâtiments culturels sont construits à Guelma où s'élève un temple d'Apollon, à Khamissa où se dresse un temple de Bellone *cum suo sancto quod est a tergo*; à Madaure, le temple d'Hercule est reconstruit avec son portique. D'autres, plus nombreux, ne sont que restaurés: le capitole de Segermes, le temple de Jupiter à Tabarka et, à 45 km au SO, un temple de Mercure dans une localité dont le nom est mutilé en . . . *ren-sium*; des *aedes publicae* à Bulla Regia, peut-être un sanctuaire du culte impérial à Lambèse, un oratoire de la *dea Maura* à Albulae, un temple de Pluton dans une ville côtière voisine de Carthage. A Timgad, la remise en état du temple de Mercure est complétée par des portiques et par l'aménagement d'une 'gargouille'; à Sétif, celle du temple de Cybèle et d'Attis par un autel et un portique. Des aménagements sont apportés au temple du *genus patriae* de Dougga et un portique ajouté au temple de la Mère des Dieux; 14 km à l'ouest de Mactar, des travaux sont effectués dans une *domus divina* de Cit. . . ; un oratoire de la Fortuna Victrix est déplacé dans Guelma.

Les installations militaires ne sont pas oubliées, bien que, de toute évidence, les considérations stratégiques l'emportent ici sur les critères de politique édilitaire. A Tipasa, portes et tours neuves viennent compléter le rempart; la *groma* des *principia* du camp légionnaire de Lambèse est censée être restaurée sans qu'on puisse être assuré, dit l'auteur, s'il s'agit de travaux effectivement réalisés ou d'un acte de révérence, pour ne pas dire de flagornerie, envers les nouveaux princes. Le *centenarium* d'Aqua Frigida est restauré et embelli, deux *centenaria* sont créés à Tibubuci et Aqua Viva; à Tubusuptu, un grenier à blé est destiné à l'approvisionnement des troupes impériales.

Enfin, Waldherr prend en compte des constructions 'indéterminées' à Madaure, Thugga Terebenthina, Ellès, Verecunda et sur trois sites en bordure de l'Aurès, Henchir Tamarit, Cedia et Casae; il reprend enfin les deux *tituli* naguère attribués à la *basilica juvenum* contestée de Mactar (p. 121–122).

L'auteur replace chacun des sites répertoriés dans son contexte géographique et socio-économique en insistant sur les points de contact entre cultivateurs sédentaires et pasteurs semi-nomades auxquels il attribue une participation régulière dans les travaux de récolte ou de cueillette saisonniers, tout en reconnaissant très honnêtement (p. 398) que les sources restent à cet égard quasiment muettes. Il présente, pour chaque ville ou bourgade, son évolution juridico-administrative, nourrie d'une bibliographie abondante même si parfois l'intérêt en reste inégal; celle-ci vient à l'occasion compléter les notices de la Realencyclopädie, ou des autres dictionnaires courants, qui font l'impasse sur onze sites où la documentation de Waldherr

devient un élément de référence: Albulae, Aqua Frigida, Aqua Viva, Auzia, Cit. . . , Ellès, Henchir Tamarit, Segermes, Thugga Terebenthina, Tibubuci et . . . rensium.

Les monographies sont alors exploitées (p. 317–401) en plusieurs chapitres: *Le financement et la maîtrise d'ouvrage* (p. 317–347). Waldherr insiste sur le contraste entre l'activité exceptionnelle de la construction pendant le *vicennium* de Dioclétien et la chute qui suivit, pratiquement jusqu'en 337. Le mécénat individuel des magistrats urbains, ou collectif des municipes, semble majoritaire. Le montant des 'évergésies' pour une fonction déterminée et une localité précise paraît rester fixe, au moins *de facto*. Quand le paiement de la *summa honoraria* est retardé, l'engagement financier est reporté sur les héritiers; il existe des cas de financement combiné entre un individu et une collectivité. Le pouvoir de décision dans la construction d'édifices publics appartient à l'*ordo* qui dispose de quatre sources de financement: les impôts, les recettes immobilières, le cens et les *munera*, dons ou *summae honorariae* des *curiales*. Les *tituli* sous forme de dédicaces pour le bien – *pro salute* – de l'Empereur suggèrent une interprétation politique où s'exprime la vénération des villes à l'égard du pouvoir. Une action impériale n'est vraiment patente que pour la réparation de la Via Septimiana de Lambèse, encore est-ce par le truchement des militaires, *manu militum legionis III Augustae*; en fait, le pouvoir central se contente la plupart du temps de fournir une impulsion en accordant aux villes la permission de construire à leurs frais. Chaque gouverneur de province joue un rôle incitatif déterminant, exprimé épigraphiquement par la titulature du gouverneur. Le catalogue est à cet égard éloquent: le proconsul L. Aelius Helvius Dionysius, en fonction de 297 à 301, n'est mis en avant que pour l'arc de Beja et Cassius Dio Cocceianus, en poste en 294–295, pour le temple de Thabraca; en revanche, le proconsul Aurelius Aristobulus et le légat de Numidie, Macrinus Sossianus, interviennent dans le courant des années 290–294 à Madaure, Thubursicu Numidarum, Guelma, Mactar, Middidi, Cit. . . , Thugga Terebenthina et Thagura, sans doute en rapport pour ces dernières cités avec leur rattachement à la province, nouvellement créée, de Byzacène. Les inscriptions mettent aussi en relief la présence des *curatores rei publicae* dont l'importance croissante reflète l'emprise d'une centralisation associée à l'affaiblissement de l'autonomie urbaine.

*La chronologie des inscriptions* (p. 348–353) confirme l'impulsion donnée en 290–294, en Proconsulaire comme en Numidie, par l'administration d'Aurelius Aristobulus et de son légat. Les incursions de tribus indigènes au milieu des années 90 du IIIe siècle et l'intervention de Maximien, avec son heureuse conclusion en 298, ont des conséquences sur la construction des *centenaria* d'Aqua Viva et de Tibubuci, de même que sur l'installation des *horrea* de Tubusuptu.

*La répartition territoriale des installations militaires* est ensuite longuement traitée (p. 355–367) et l'auteur revient à cette occasion sur le problème d'une incompatibilité présumée entre les représentants d'une civilisation urbaine et les ruraux. Il entend écarter comme dépassée la thèse d'une politique de refoulement plutôt qu'un barrage militaire permanent, et propose d'admettre l'interdépendance entre les plaines d'une part, les montagnes et les steppes de l'autre, avec en corollaire la nécessité pour la sphère de pouvoir romaine, de limites qui permettent un contrôle effectif des mouvements de tribus et des déplacements caravaniers. Le *limes* est davantage une zone de contact qu'une frontière *stricto sensu*. Du milieu du IIIe siècle jusqu'à l'époque de Constantin, la réalisation programmée de cette 'membrane semi-perméable' se poursuit vers l'ouest par le prolongement des fortifications commencées sous Philippe l'Arabe avec Aqua Viva, et vers l'est par la construction de Tibubuci sur le *limes Tripolitanus*, mais la fonction du *limes* comme zone de contrôle semble rester identique depuis le IIe siècle.

Un *essai d'explication de la répartition des constructions civiles* est ensuite esquissé par Waldherr (p. 368–401). Il fait observer que dans la région immédiatement au sud-ouest de Carthage, très densifiée en établissements urbains reconnus et fouillés, il n'existe aucune trace épigraphique d'une activité de construction pendant l'époque de Dioclétien. Nombre de bourgades du nord de la Proconsulaire régressent au rang de villages. Il est possible que les grands propriétaires domaniaux aient investi leur surplus, non plus dans les villes de la Medjerda mais dans l'embellissement de la métropole ou dans la construction de *villae* rurales. Le bâtiment se serait développé, à n'en juger évidemment que par l'épigraphie actuellement disponible et recensée, en deux centres de gravité: les témoignages attestent le rôle actif du légat impérial Macrinus Sossianus autour de Mactar où sur les terres à blé la moisson attire en mai–juin les nomades remontant du Sahara avec leurs troupeaux, comme autour des sources de la Medjerda, là où vivent Musulames et Numides, à la limite des errances des semi-nomades de la montagne et de la steppe. D'autres documents intéressent les marges de l'Aurès, au nord autour de Lambèse, au sud avec les deux arcs d'Ad Maiores, toujours

sur des terres de contact entre Romains et semi-nomades partiellement romanisés, comme aussi vers la Tingitane, à Auzia, Rapidum, Tipasa et Albulae.

Autour de Tebessa et de Sétif, dans la seconde moitié du III<sup>e</sup> siècle, les terres à blé reculent devant l'oliveraie. Le terroir de culture intensive du haut-plateau numide, parsemé de petites agglomérations à caractère familial, reste un conservatoire où paysans sédentaires et pasteurs transhumants, cueilleurs d'olives en saison, occupent un espace vital commun dans lequel les deux groupes coexistent en interdépendance sociale, culturelle et ethnique. Il se trouve qu'une partie des villes considérées se groupent autour du plateau numide, là où se rencontrent les unités socio-économiques complémentaires, où le contrôle des Romains s'exerce dans le sens de l'efficacité et de la production et où la traduction épigraphique des programmes de construction exprime un souci de propagande évident. La thèse de l'auteur revient en définitive à expliquer la prospérité et la *cupiditas aedificandi* qui en résulte par l'appoint saisonnier d'une main-d'œuvre semi-nomade, point de vue irénique qui n'emporte pas forcément la conviction du lecteur. Celui-ci regrettera peut-être que l'auteur, prolix à d'autres égards, ait négligé certains problèmes d'interprétation du vocabulaire architectural. Les *aedes publicae* de Bulla Regia sont sans doute plus que des "öffentliche Bauten"; serait-ce les deux temples A et C de l'esplanade monumentale organisée au sud du théâtre (A. BESCHAOUCH *e. a.*, Les ruines de Bulla Regia [1977] 102–107) plutôt que les deux sanctuaires anonymes couplés (*ibidem*, p. 23–24)? A Khamissa, le *sanctum quod est a tergo* du temple de la *Virtus* (ou *Veneris*?) *Augustae* ne pouvait-il désigner la *cella* cultuelle plutôt qu'un bois sacré? On retrouve d'ailleurs à Sétif mention de la porte du *sanctum* au temple de Cybèle et d'Attis. On aurait aimé savoir que penser à Timgad des *directi anaglyphi* du pont et de la *grunda* du temple de Mercure, chéneau de toiture ou caniveau de la place?

Au terme d'un exposé argumenté et riche en incidences, l'auteur conclut (p. 403–415) en soulignant la valeur de la politique de construction en tant qu'élément de propagande en faveur des tétrarques, *restitutores orbis*. La distribution des constructions publiques en Afrique à l'époque de Dioclétien répondrait à des considérations politico-idéologiques du pouvoir impérial. Ces activités se concentrent en anneau autour du pays numide où, sur les terres de pacage, se créent de grandes oliveraies qui suscitent une constante amélioration de la qualité de production et un marché en expansion, avec en corollaire l'extension du réseau routier. Les *nundinae* campagnardes existantes deviennent des lieux de contact entre sociétés indigènes et *romanitas*. Dioclétien et ses co-régents conduisent en Afrique une politique d'affermissement du pouvoir romain à travers ces nouveaux centres économiques: la construction d'édifices publics, où les gouverneurs donnaient l'impulsion, est présentée comme une manifestation d'attention renforcée de la civilisation urbaine de Rome.

La chronologie des travaux de construction s'éclaire à la considération des troubles suscités par les Bavares-Quinquegentanei et les Barbari Transtagnenses qui intéressent de larges portions de Maurétanie et de Numidie méridionale. Aurelius Litua, le gouverneur de Césarienne, rétablit le calme en 293 et la période 290–294 voit une pointe d'activité en Numidie. Les édifices construits sur les zones de contact constituent des symboles culturels de la civilisation romaine, témoignages de *romanitas* pour l'extérieur, mais aussi manifestation de la paix retrouvée et d'un "réarmement moral idéologique".

L'inscription de fondation est porteuse d'allusions propres à renforcer l'effet de symbole culturel de l'architecture. Le gouverneur de province agit comme un reflet de l'empereur, *patronus* de l'*orbis* universel unifié dans l'Empire romain, et les vertus impériales de *felicitas*, de *pietas*, de *providentia*, d'*aeternitas* sont présentes dans la titulature. Constructions et inscriptions apparaissent comme des moyens de propagande. Les mesures de Dioclétien en faveur de la bâtisse peuvent être qualifiées "politique de construction"; cette politique devait être intentionnellement associée à la réorganisation administrative, elle-même destinée à tenir compte des nouvelles conditions économiques et géographiques de l'espace africain. La possibilité d'agir et de réagir ainsi mise en évidence montre que l'Empire romain au IV<sup>e</sup> siècle ne peut nullement être considéré comme un "corps rongé", et que, bien au contraire, il conserve une évidente vitalité.